



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des libertés publiques  
et de l'environnement  
Bureau de la réglementation et de l'environnement

### ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

LE PREFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**Société PURFER**  
**Quartier de la Gare – RD 147**  
**69780 ST PIERRE DE CHANDIEU**

**Établissement: 20 rue Paul Sabatier**  
**71100 CHALON/SAONE**

N° 11.04243

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 76-145 du 17 juin 1976 autorisant la SA CLEMENDOT-ROUTABOULE à exploiter une installation de récupération et stockage de métaux sur la commune de Chalon-sur-Saône,

VU le récépissé de changement d'exploitant au profit de la société PURFER en date du 22 septembre 2008,

VU l'arrêté préfectoral n° 09-01862 du 6 mai 2009 portant prescriptions complémentaires concernant un agrément d'installation de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage,

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2009:

- article 2.1 : les emplacements affectés à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposés dans des lieux couverts,
- article 2.5 : surveillance annuelle en sortie du séparateur d'hydrocarbures des mesures de la qualité des eaux rejetées. Ces analyses doivent permettre de vérifier le respect des valeurs limites fixées

**Considérant** les risques de pollution des sols et des eaux par les hydrocarbures,

VU l'avis de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 25 août 2011,

**SUR** proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

**ARRÊTE**

.../...

## **ARTICLE 1er:**

La société PURFER, dont le siège social est situé Quartier de la Gare – RD 147 – 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU, est mise en demeure de respecter les prescriptions suivantes, pour son établissement situé 20 rue Paul Sabatier – 71100 Chalon-sur-Saône:

- article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2009 : *les emplacements affectés à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposés dans des lieux couverts, délai: 1 mois;*
- article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2009 : *surveillance annuelle en sortie du séparateur d'hydrocarbures des mesures de la qualité des eaux rejetées. Ces analyses doivent permettre de vérifier le respect des valeurs limites fixées, délai: 1 mois.*

## **ARTICLE 2:**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon:

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

## **ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le député-maire de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL Bourgogne.

Mâcon, le 19 SEP. 2011

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES